

**Sujet bac 2008 : Sciences Economiques et Sociales
Obligatoire Série ES – Amérique du Sud**

Dissertation appuyée sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée explicitement ou implicitement dans le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger en utilisant un vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Dans quelle mesure les inégalités se sont-elles réduites en France depuis trente ans ?

DOCUMENT 1

**Évolution du niveau de vie et du taux de pauvreté
en euros 2004**

	1^{er} décile (D1)	9^{ème} décile (D9)	Rapport inter décile (D9/D1)	Taux de pauvreté en %¹
1970	3 980	18 470	4,6	12,0
1979	6 640	23 530	3,5	8,3
1990	7 760	25 320	3,3	6,6
1996	7 700	25 790	3,3	7,2
2004	9 040	28 360	3,1	6,2

Champ : Individus appartenant à des ménages dont le revenu déclaré à l'administration des impôts est positif ou nul et dont la personne de référence n'est ni étudiante ni militaire du contingent

Source : d'après INSEE, enquêtes revenus fiscaux, in « les revenus et le patrimoine des ménages », INSEE-références, 2006

(1) Part de la population dont le revenu est inférieur à 50% du revenu médian de l'ensemble des individus

DOCUMENT 2

Les frontières entre les classes se brouillent puisque la plupart des acteurs accèdent aux mêmes biens, même s'ils le font à des niveaux très différents. Le monde social n'oppose plus guère ceux qui ont des voitures à ceux qui n'en ont pas, [...] mais il se forme une chaîne infinie d'inégalités fines qui deviennent incommensurables aux deux extrémités.

Cette « moyennisation » n'entraîne pas un sentiment de réduction des inégalités, bien au contraire, parce qu'elle est portée par les promesses de l'égalité des chances et des conditions. Alors que les inégalités devant l'éducation sont plutôt moins fortes qu'autrefois, il semble qu'elles sont beaucoup plus vivement ressenties puisque chacun a pu intérioriser une sorte de « droit » à la réussite. Ainsi, dans une société aux clivages de classes moins tranchés, voyons-nous se développer une conscience plus aiguë des inégalités qui ne sont plus directement au moins, des inégalités de classes : inégalités entre les sexes, entre les cultures et les ethnies, entre les générations, entre les quartiers [...]. Aux clivages tranchés entre les classes sociales semblent s'être substituée une multitude d'inégalités plus minces et d'autant plus insupportables que le monde mal défini des classes moyennes incarne la vie sociale normale et désirable.

Source : F. DUBET, « La société et ses stratifications », *Cahiers français* n° 314, La Documentation française, janvier-février 2006

DOCUMENT 3

Équipement selon les caractéristiques de la personne de référence du ménage (en %)

	Taux d'équipement en micro-ordinateur		Taux d'accès à internet à domicile	
	1996	2004	1999	2004
Actif	20,4	60,4	8,9	41,6
Agriculteur	14,5	62,6	5,3	50,1
Artisan	19,9	63,3	7,2	41,2
Cadre	41,9	81,3	24,9	67,5
Profession intermédiaire	25,5	70,5	10,7	51,6
Employé	15,0	52,9	3,9	33,4
Ouvrier	9,0	44,0	2,4	23,0
Aucun diplôme	4,1	18,7	0,7	10,1
Diplôme d'enseignement supérieur	36,3	73,3	20,6	57,6

Source : d'après INSEE, *Enquêtes permanentes sur les conditions de vie de 1996 à 2004*

DOCUMENT 4

Évolution de la structure de l'emploi public et de l'emploi privé salarié selon différents statuts (en %)

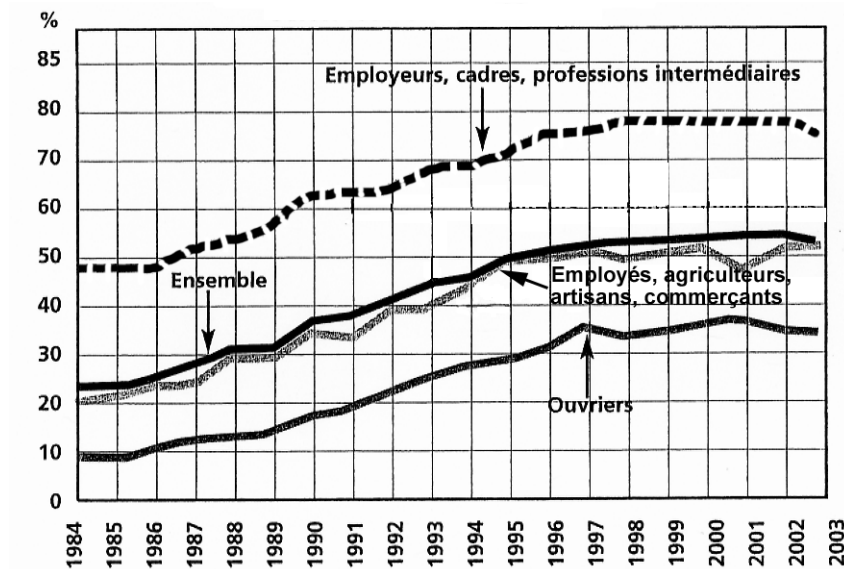
		Emploi public		Emploi salarié privé			
		Contractuels et vacataires ¹	Statutaires ²	Intérim	CDD et emplois aidés	Apprentis	CDI
1982	Ensemble	2,0	98,0	1,0	2,7	1,4	94,9
	15-29 ans	8,0	92,0	1,7	5,8	4,3	88,2
1990	Ensemble	5,6	94,4	1,7	6,3	1,6	90,4
	15-29 ans	15,5	84,5	3,3	14,7	5,2	76,8
1999	Ensemble	6,3	93,7	3,0	8,7	1,8	86,5
	15-29 ans	19,9	80,1	6,9	18,6	7,7	66,8
2002	Ensemble	8,4	91,6	3,2	8,5	1,6	86,7
	15-29 ans	21,5	78,5	7,1	18,5	8,3	66,1

Source : d'après INSEE, Enquêtes emploi, in F. LEFRESNE, « Les transformations de l'emploi salarié », *Cahiers français*, n° 330, La Documentation française, janvier-février 2006

- (1) salariés du public sans garantie d'emploi
- (2) salariés titulaires du secteur public

DOCUMENT 5

Accès à l'enseignement supérieur des jeunes de 20-21 ans selon leur origine sociale



Source : INSEE, Enquêtes emploi 1984 à 2003, in M. FOURNIER et V. TROGER, *Les mutations de l'école*, Sciences Humaines, 2005

DOCUMENT 6

[Les générations] qui sont nées entre 1925 et 1950 ont connu l'expansion massive du salariat intermédiaire, des perspectives de mobilité ascendante historiquement exceptionnelles. [...]

L'émergence de la société salariale, le plein-emploi, la fin des paysans et des rentiers, l'allongement de la vie, la généralisation d'assurances sociales plus généreuses et, bien évidemment, l'impôt progressif ont ensemble contribué à l'élévation du plancher social et à l'abaissement du plafond, entre lesquels une grande classe moyenne [...] a gagné en homogénéité. En revanche, les générations nées ultérieurement sont confrontées à un retournement historique. Elles ne se contentent pas de faire face à des salaires qui ont cessé de progresser depuis maintenant une génération entière (alors que ceux de leurs aînées continuaient de progresser) : elles connaissent en outre un degré d'inégalité supérieur à celui de leurs aînés au même âge. [...]

Simultanément, le déclin de la société salariale se mesure aux coûts de la vie spécifique selon l'âge : dans Paris intra-muros, un salaire annuel net gagné entre 30 et 35 ans permettait d'acheter 9 m² en 1986, et seulement 4 aujourd'hui. [...] Les jeunes aux revenus stagnants mettront au mieux deux fois plus de temps à acquérir le même bien.

Source : L. CHAUVEL, « Le malaise des classes moyennes », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 938-939, La Documentation française, juillet-août 2007

Question de synthèse étayée par un travail préparatoire

Il est demandé au candidat :

1. de conduire le travail préparatoire qui fournit des éléments devant être utilisés dans la synthèse.

2. de répondre à la question de synthèse :

- par une argumentation assortie d'une réflexion critique, répondant à la problématique donnée dans l'intitulé,*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles,*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion pour une longueur de l'ordre de trois pages.*

Ces deux parties sont d'égale importance pour la notation.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

THÈME DU PROGRAMME :

Croissance, capital et progrès technique

Travail préparatoire (10 points)

Vous répondrez à chacune des questions en une dizaine de lignes maximum.

1. Donnez la signification du nombre entouré. (**document 1**) (1 point)
2. À quoi correspond le facteur résiduel ? (**document 1**) (1 point)
3. Comparez la contribution à la croissance économique des trois facteurs pour le Royaume-Uni et l'Espagne. (**document 1**) (2 points)
4. Caractériser les principales sources de la croissance chinoise. (**document 2**) (2 points)
5. En quoi l'évolution des dépenses de recherche et de développement en Chine peut-elle modifier les conditions de sa croissance économique ? (**document 2** et **document 3**) (2 points)
6. D'après le **document 4** qu'est-ce qu'une externalité positive ? (1 point)
7. Comment l'État peut-il favoriser la recherche et le développement (R&D) ? (**document 4**) (1 point)

Question de synthèse (10 points)

Après avoir présenté la contribution du travail et du capital à la croissance économique, vous montrerez que ces deux facteurs ne suffisent pas à l'expliquer.

DOCUMENT 1

Comparaison internationale des contributions des facteurs de production à la croissance économique 1993-2003 ¹

PAYS	Taux de croissance annuel moyen du PIB en %	Contribution à la croissance en points de %		
		Facteur Travail	Facteur Capital	Facteur Résiduel
Danemark	2,1	0,4	1,1	0,7
Espagne	2,8	1,1	1,2	0,5
Etats-Unis	3,1	0,9	0,9	1,3
Finlande	2,5	0,0	0,2	2,3
France	1,9	- 0,1	0,6	1,4
Italie	1,4	0,0	0,8	0,6
Japon	0,9	- 0,7	1,0	0,7
Pays-Bas	2,3	0,9	0,7	0,7
Royaume-Uni	2,7	0,1	0,9	1,7
Suède	2,0	- 0,2	0,8	1,4

Note : Les résultats sont arrondis. Il se peut donc que les montants totaux s'écartent légèrement de la somme des différentes valeurs qui les composent.

Source : d'après Office Fédérale de la Statistique Suisse, *Actualités OFS*, octobre 2006

(1) 1991-2002 pour le Japon

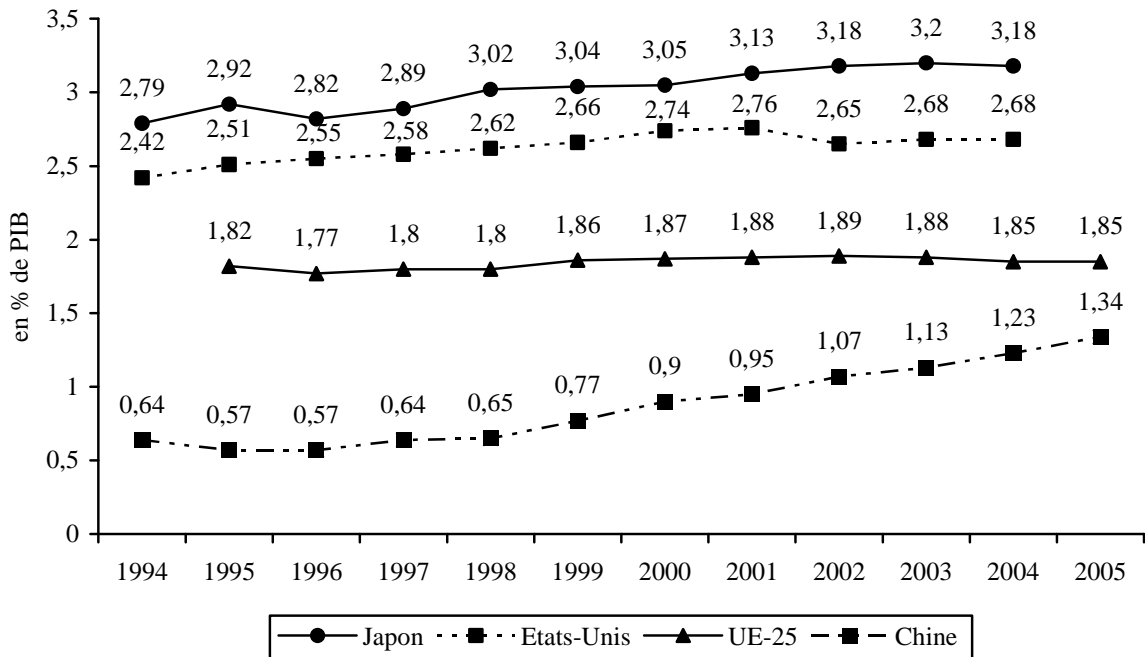
DOCUMENT 2

La mutation économique de la Chine a été extrêmement rapide depuis le lancement des premières réformes il y a à peine plus de 25 ans. Au cours des deux dernières décennies, la croissance économique s'est établie en moyenne à 9,5% et devrait continuer sur sa lancée pour quelques temps encore. [...] Cette extraordinaire performance est à mettre à l'actif des réformes économiques mises en œuvre par les autorités, qui ouvrent progressivement l'économie aux mécanismes du marché. [...] Ces réformes ont amélioré les conditions propres à la mobilisation des ressources générées par un taux d'épargne parmi les plus élevés du monde [...]. Par ailleurs, l'investissement a contribué à relever le niveau d'équipement par travailleur dans le secteur des entreprises, ce qui a porté l'accroissement annuel de la productivité du travail à 8,5% en 2003. L'investissement a également été un vecteur d'urbanisation de la société, phénomène qui est allé de pair avec un afflux de travailleurs ruraux vers les secteurs manufacturiers et de services. Etant donné la faible productivité des travailleurs du secteur agricole, ce phénomène a considérablement dopé la croissance. Concomitamment à cet accroissement des actifs physiques, les autorités se sont appliquées à améliorer le niveau de qualification des jeunes.

Source : OCDE, « Etude économique de la Chine, 2005 », *Synthèses*, septembre 2005

DOCUMENT 3

Dépenses de recherche et de développement (R&D en % du PIB)



Source : d'après Eurostat/Statistiques de la R&D, OCDE, MSTI 2006/1

DOCUMENT 4

[...] Le passage de l'innovation aux performances économiques fait aussi apparaître des externalités positives. D'une part, le dépôt d'un brevet dévoile aux concurrents la découverte de la firme et leur permet donc d'utiliser les acquis correspondants pour développer leur propre politique d'innovation. L'externalité est donc positive et c'est celle que privilégient, dans leur majorité, les spécialistes du changement technique. D'autre part, lorsqu'une firme met sur le marché une innovation radicale (lorsque Sony par exemple invente le « walkman »), cette percée ouvre un marché à toutes les firmes imitatrices qui vont décliner cette innovation dans autant de produits. L'externalité est alors clairement positive. Baisse des prix, croissance du marché, de la productivité et de l'emploi s'enchaînent pour définir un cercle vertueux de l'innovation. [...] Pourquoi les gouvernements interviennent-ils en règle générale pour peser sur les décisions de recherche et développement et d'innovation des firmes ? Précisément parce que le rendement social est très généralement supérieur au rendement privé.

Source : R. BOYER et M. DIDIER, « Innovation et Croissance », *Rapport du Conseil d'Analyse Économique*, n°10, 8 septembre 1998